



LE MARDI 12 SEPTEMBRE

TOUTES ET TOUS MOBILISE-ES POUR NOS DROITS ET LES GARANTIES COLLECTIVES

Le contenu des ordonnances organisant la contre-réforme du code du travail est désormais connu et confirme les craintes exprimées depuis le début de l'été par les organisations syndicales.

Citons par exemple :

- ▶ La fusion des instances représentatives (CE, CHSCT) dans les entreprises de plus de 50 salarié-es ;
- ▶ Une « négociation » sans présence syndicale dans les entreprises de moins de 20 salarié-es ;
- ▶ La primauté des accords d'entreprise, même plus défavorables, sur les accords de branche dans des domaines de plus en plus étendus (primes, indemnités, congés maternité...) et des accords de branche sur la loi pour la durée et le nombre des CDD et les contrats « de chantier » (pour la durée d'une mission) qui pourront ainsi s'étendre à tous les secteurs...
- ▶ Le plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif.

Il s'agit pour le gouvernement actuel de poursuivre en l'aggravant la destruction des garanties collectives construites par des décennies de luttes, sur le modèle des contre-réformes allemande ou anglaise, avec le résultat que l'on sait sur l'important développement de la précarité au travail dans ces pays.

Ce pouvoir a décidé de s'attaquer aussi spécifiquement à la fonction publique et à ses agents. Il le fait en gelant de nouveau le point d'indice, en rétablissant la journée de carence, en augmentant la CSG sans compensation prévue à l'heure actuelle pour les fonctionnaires, en remettant en cause la revalorisation financière liée au PPCR, en supprimant des milliers d'emplois certes très précaires mais indispensables au fonctionnement du service public, notamment d'éducation.

Les attaques contre les services et la fonction publique et celles contre le code du travail sont les deux faces d'une même politique libérale et austéritaire visant à casser des solidarités considérées comme des freins à la productivité et à baisser le coût du travail.

**POUR NOS DROITS ET GARANTIES COLLECTIVES,
NE LAISSONS PAS FAIRE LA REGRESSION SOCIALE**

Les manifestations unitaires dans la Somme :

AMIENS – 14 h 30 : Hôtel de ville

ABBEVILLE – 17 h : devant les Verreries de la Somme

VIMEU – 15 h 30 : Rond-point de la zone des 3 F